



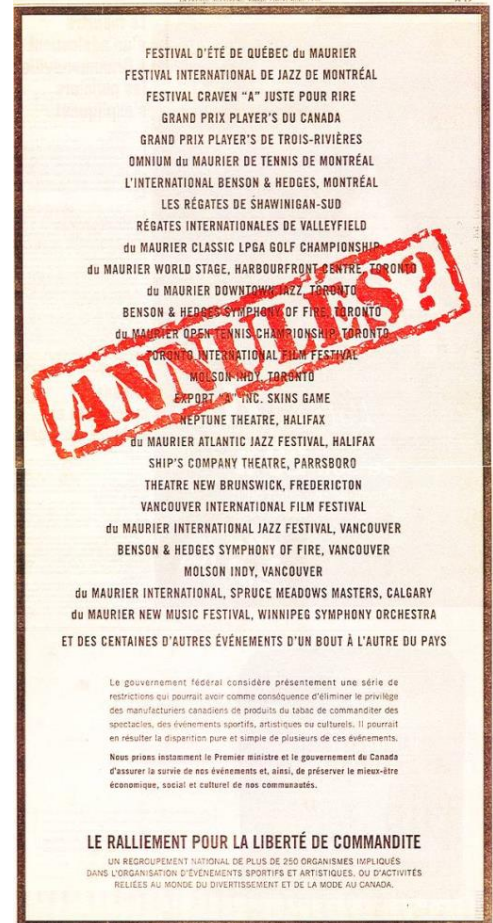
COALITION QUÉBÉCOISE POUR LE CONTRÔLE DU TABAC

4529, rue Clark, Montréal, Québec H2T 2T3 • Tél. : (514) 598-5533 • Téléc. : (514) 598-5283 • coalition@cqct.qc.ca

GROUPES FAÇADES AU QUÉBEC (Février 2015)

1) EXEMPLES DE MOUVEMENTS À LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'INDUSTRIE DU TABAC

1. **Association canadienne pour la défense des droits des fumeurs** : pour combattre les interdictions de fumer au milieu des années 80.
2. **Coalition 51** : pour combattre les restrictions sur la commandite à la fin des années 80.
3. **Coalition québécoise pour la justice en taxation du tabac**¹ et **Mouvement pour l'abolition des taxes réservées aux cigarettes (MATRAC)**² : pour exiger la réduction des taxes sur les cigarettes en 1993 et 1994.
4. **Ralliement pour la liberté de commandite** : pour combattre l'interdiction de la commandite à la fin des années 90.
5. **Mouvement de mobilisation pour la sauvegarde du Grand Prix** : pour obtenir une exemption pour la commandite tabac du Grand Prix en 2003.
6. **Association canadienne Air pour tous** : pour combattre l'interdiction de fumer dans les restaurants et les bars, à partir de 2005 au Québec.
7. **Monchoix.ca** : pour combattre l'interdiction de fumer dans les restaurants et les bars à partir de 2004/2005.



2) MONCHOIX.CA

Le cas de **MonChoix.ca** démontre la rapidité avec laquelle l'industrie peut mettre sur pied un « mouvement » pro-tabac. En septembre 2004, à la même époque que l'Ontario commençait à songer à introduire une nouvelle loi sur le tabac, un groupe prétendant représenter et défendre les droits des fumeurs a soudainement vu le jour. Puis, quelques semaines après que se soit terminée la consultation publique du Québec sur sa propre révision à la fin février 2005, c'est le **chapitre québécois** de « **MonChoix.ca** » qui a ouvert ses portes (début avril 2005). L'organisme a effectué une gamme d'activités de lobbying et de relations publiques au nom de milliers de fumeurs insatisfaits avec les mesures proposées, incluant de nombreuses publicités pleine page dans les quotidiens. Or, ce « mouvement spontané de fumeurs » était en fait une campagne de relations publiques et politiques mise sur pied par des intérêts corporatifs, financée à la hauteur de 5 millions \$ par le **Conseil canadien des fabricants des produits du tabac**³ et organisée par **Deacey Public Affairs Consultants**, la firme de relations publiques d'**Imperial Tobacco** et de **JTI Macdonald**.⁴

Adultes fumeurs et non-fumeurs

Contre l'intolérance

On peut choisir de s'unir

Étre adulte, c'est avoir le droit de faire ses propres choix, en toute connaissance de cause. C'est aussi se reconnaître affectivement et faire des engagements sincères. Les fumeurs et non-fumeurs ont le droit de choisir leur propre chemin. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a interdit les fumeurs de fumer dans les lieux publics.

Aujourd'hui, c'est le tabac. Qu'est-ce que ce sera demain ?

Visitez www.monchoix.ca et unissez-vous à plus de millions d'autres adultes qui aiment faire leurs propres choix.

La puissance d'une voix

WWW.MONCHOIX.CA

¹ Noël, André, « Quand les médias se font complices », *Le 30*, vol. 18, no 4, avril 1994. <http://bit.ly/1JaqJ3V> ; <http://bit.ly/1QegBHK>

² Auger, Michel, « Fournisseurs du MATRAC : Le Ministère fédéral de la Justice oublie tout », *Journal de Montréal*, 13 juin 1993. Et

³ Airspace Action on Smoking and Health, "MyChoice.ca : Historical record", <http://www.mychoice.ca/>

3) ASSOCIATION CANADIENNE DES DÉPANNEURS EN ALIMENTATION (ACDA/CNCTC)

L'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA) et sa Coalition nationale contre le tabac de contrebande (CNCTC) œuvrent présentement au Québec et au Canada sur les dossiers politiques touchant le tabac, en prétendant défendre les dépanneurs. Or, ce que ces entités défendent de manière systématique, ce sont les intérêts de l'industrie du tabac, en s'opposant continuellement aux mesures efficaces de réduction du tabagisme comme les taxes et les restrictions sur le marketing.

Bien qu'il n'existe pas de preuves publiques à l'effet que l'ACDA est contrôlée par l'industrie du tabac (ce genre d'information est normalement révélé lors de procès, bien longtemps après les activités de lobby en question), il n'en demeure pas moins qu'elle détient des liens particulièrement étroits avec les multinationales du tabac.⁵ C'est ce qu'attestent les documents internes de ces dernières, qui illustrent le rôle central de l'ACDA au sein de leurs propres stratégies de relations publiques au Canada et au Québec (voir image).⁶

La stratégie de l'ACDA, comme celle de l'industrie^{7,8}, est de constamment miser sur la menace de la contrebande pour faire baisser les taxes et pour empêcher toute nouvelle réglementation⁹ et, ce, malgré la baisse radicale et soutenue de la contrebande au Québec depuis 2011. Pour ce faire, l'ACDA exagère couramment l'étendu de la contrebande¹⁰ de même que son impact sur les dépanneurs.¹¹ L'ACDA refuse de dévoiler la proportion de son budget qui provient de l'industrie du tabac.¹²



⁴ Robin Harvey, "Tobacco lobbyist tied to Premier", *Toronto Star*, 16 décembre 2004.

⁵ Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, « Qu'est-ce qu'on sait de l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation (ACDA)? », juin 2014. http://www.cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2014/DOCU_14_06_22_QUI_ACDA.pdf

⁶ British American Tobacco, "Anti illicit trade: scale and opportunities", Neil Withington, mai 2011. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2011/Bat_Presentation_May2011_Neil%20Withington_Anti%20Illicit_Trade_ScaleandOpportunities.pdf

⁷ Inscription de Sébastien Bonneau au Registre des lobbyistes du Québec pour le compte d'Imperial Tobacco Canada, 16 janvier 2014. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2014/INDU_14_01_16_Fiche_Lobby_Bonneau_Sebastien_Imperial_Tobacco.pdf

⁸ Inscription de Rothmans Benson & Hedges au Registre des lobbyistes du Québec, 19 février 2014. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2014/INDU_14_02_19_Fiche_Lobby_RBH.pdf

⁹ Inscription de l'ACDA au Registre des lobbyistes du Québec, 19 janvier 2011. http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2011/INDU_11_01_19_Fiche_Michel_Gadbois_pour_ACDA.pdf

¹⁰ Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, communiqué, 17 septembre 2012. http://www.cqct.qc.ca/Communiques_docs/2012/PRSS_12_09_17_FaussesStatistiques_ACDA.pdf

¹¹ Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, Document-synthèse, 19 février 2015. http://www.cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2015/DOCU_15_02_19_ACDA_Fermeture_depanneurs.pdf

¹² Compilation de témoignages parlementaires comportant des questions en lien avec le financement de l'ACDA et la CNCTC : <http://bit.ly/116WOPw>

3) CONSTATS TIRÉS DES DOCUMENTS INTERNES DE L'INDUSTRIE DU TABAC

► Les documents internes de l'industrie du tabac montrent que l'industrie se voit dans la nécessité de mettre sur pied des coalitions pour qu'elles se battent dans l'arène publique et politique à sa place.¹³

This Coalition specifically and the use of third party coalitions generally is, in my view, an essential element of any industry initiative. It is a time consuming and not an inexpensive exercise, but to a large extent one pays for not laying the groundwork in advance.

► Le coût ne semble pas être une contrainte à la mise sur pied de ces coalitions-façade : le coût moyen de recrutement des membres de la Coalition 51, par exemple, s'élevait à 5 000 \$,¹⁴ et l'estimation initiale pour le financement de l'Association pour la défense des droits des fumeurs était de 1,5 million de dollars.¹⁵

I believe the funds spent to date have been monies well spent. While it is not, in my view, the best way of looking at it, the expenditures break out to about \$5,000 per Coalition member. The Coalition has been and can continue to be a credible, diligent and effective third party force that has certainly not outlived its usefulness.

While I have not attempted to cost out the above program in detail, I would estimate an annual funding requirement of about \$1.5 million.

► L'industrie du tabac opère sous la prémisse que moins ses liens avec la coalition sont visibles, plus la « coalition » est crédible¹⁶ :

The rationale behind the formation of the Coalition was that third parties could address the fundamental flaws of the Bill in a more credible fashion than the industry or industry family, and with the credibility increasing proportionally with the distancing of the industry.. Furthermore, the Coalition provided an opportunity for generating opposition in all parts of the country and from a multiplicity of viewpoints. The NSRA quickly copied the Coalition

► L'idée de mobiliser les détaillants pour défendre les intérêts de l'industrie est apparue au début des années 90¹⁷ :

Mr. W. H. Neville
President
Canadian Tobacco Manufacturer's Council
#701-99 Bank Street
Ottawa, Ontario
K1P 6B9

Dear Bill:

Following up on your letter of May 22, 1991 I want to submit to you my proposal to organize and mobilize the tobacco retail community.

¹³ Rothmans Benson & Hedges, lettre au lobbyiste Bill Neville, 23 février 1988.

http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2013/INDU_88_02_23_RBH_Coalition51_30147903.pdf

¹⁴ Rothmans Benson & Hedges, mémo au lobbyiste Bill Neville, 23 février 1988.

http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2013/INDU_88_02_23_RBH_Coalition51_30147903.pdf

¹⁵ Bill Neville, président du Conseil canadien des fabricants de produits du tabac, mémo, 11 mai 1988.

http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2013/INDU_88_05_11_CTMC_SmokersFreedomSociety_30379003.pdf

¹⁶ Rothmans Benson & Hedges, mémo au lobbyiste Bill Neville, 23 février 1988.

http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2013/INDU_88_02_23_RBH_Coalition51_30147903.pdf

¹⁷ Échange avec Bill Neville, alors président du Conseil canadien des fabricants de produits du tabac, 7 juin 1991,

http://cqct.qc.ca/Documents_docs/DOCU_2013/INDU_91_06_07_ToNevilleCTMC_MobilizingRetailers_150040492.pdf